Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 130 (1985)
Heft: 6

Artikel: Regards sur la politique militaire du président Reagan
Autor: Schneider, Fernand-Thiébaut
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-344612

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Regards sur la politique militaire du président Reagan

par le colonel Fernand-Thiébaut Schneider

Le débarquement militaire dans la Grenade en 1983 avait bénéficié d'un large appui de l'opinion américaine, alors qu'il avait été souvent critiqué à l'extérieur, notamment en Europe. Mais cette générale approbation nationale sera-t-elle toujours acquise au président Reagan? Deux ministres, MM. Weinberger et Shultz, devant des auditoires de choix, ont tenu à justifier l'action politique et militaire du chef américain face aux menaces extérieures affrontées par les Etats-Unis.

L'opinion de M. Weinberger, ministre de la Défense

Le 28 novembre 1984, devant le Club national de la Presse, à Washington, sous le titre «L'engagement des forces militaires», M. Weinberger a souligné les difficultés d'une politique militaire américaine dans le contexte mondial actuel. Car, dit-il, dans ce dernier, il est généralement bien malaisé de reconnaître les limites entre guerre et paix. Les temps sont loin, poursuivait-il, où le président Washington, en quittant le pouvoir, suppliait son pays de ne jamais s'engager dans des conflits hors des frontières nationales. A vrai dire, à l'époque, l'accès à l'Europe demandait des mois et l'île américaine était alors protégée par l'immensité des océans l'entourant. Par contre, dit M. Weinberger, actuellement les Etats-Unis, préoccupés à juste titre de leur liberté, cherchent à échapper à tout conflit par l'entretien constant d'un puissant potentiel militaire. Mais, dans les conditions mondiales du moment, il est difficile de prévoir à tout instant si une action extérieure ne va pas s'imposer aux forces américaines. Et les décisions à ce sujet devront intervenir sans délai, face à des menaces constantes, souvent indirectes ou se traduisant par des actes de terrorisme.

Certes, dit le ministre américain de la Défense, le droit d'un Etat au recours à la force pour la défense directe et certaine de son sol n'est actuellement nullement contesté. Mais les pays démocratiques condamnent une agression visant à la conquête d'un territoire ou à l'asservissement d'une nation. Or il y a souvent un doute certain pour les situations non nettes, situées dans cette «zone grise» dans laquelle il est si difficile de déceler des conflits menaçants, alors que de toute manière la réaction doit être immédiate et sans ambiguïté. Car, dit M. Weinberger, «si nous ne sommes pas certains que le recours à la force s'impose, nous risquons de voir notre

pays incapable de prendre la décision d'engagement des moyens nécessaires». Et puis il faut bien faire face à toute une série de menaces allant de l'agression camouflée, terroriste ou subversive, à la provocation ouverte et au recours à la force. Il est donc difficile de déterminer d'avance l'importance de la potentielle réaction nationale.

A vrai dire, depuis les années soixante-dix, le Congrès américain joue un rôle de plus en plus actif dans la politique extérieure du gouvernement, donc dans l'éventuelle intervention militaire au-delà des frontières. Mais les parlementaires ne sont pas pour autant prêts à endosser la responsabilité des conséquences de l'engagement de forces nationales. Et, dit M. Weinberger, «nous devons être préparés à affronter toute une série de faits et de crises allant du soulèvement local limité aux conflits de dimensions mondiales». Mais, poursuit le ministre, certaines personnalités américaines préconisent de faire face à tout genre de conflit dès sa première manifestation, afin de le maîtriser sans retard. Or cette façon d'agir présuppose des forces nationales arrivant à temps sur les lieux, bien armées et capables de prendre sans délai bien des décisions souvent difficiles. D'autres responsables croient, par contre, pouvoir échapper à l'obligation de participer eux-mêmes aux décisions difficiles. Quelques-uns refusent même catégoriquement d'être associés aux problèmes de l'envoi à l'extérieur de troupes nationales et ils pratiquent ainsi un retour à l'isolationnisme d'avant 1914. Enfin, certains prônent la mise en place de forces, même limitées, lors de chaque menace de crise sur le plan international, estimant que cette présence américaine constituera toujours la solution du problème posé.

Aucune de ces prises de position ne satisfait M. Weinberger. Car, pense-t-il, les Etats-Unis, puissance guide du monde libre, doivent tenir les engagements qui leur incombent depuis la deuxième guerre mondiale. Autrement, l'URSS étendrait son emprise sur le monde entier sans jamais se heurter à une résistance suffisante. Par contre, ceux qui considèrent comme normal un engagement militaire américain lors de tout état de crise ne manqueraient pas, s'ils étaient suivis, d'entraîner parfois leur pays dans quantité de conflits intérieurs comparables à ceux du Vietnam. Et une telle politique pourrait atteindre les bases mêmes de la sécurité des Etats-Unis. Ces actions sans but précis feraient déconsidérer le gouvernement américain aux yeux des militaires et ce serait alors un retour au grand mécontentement des années soixante, alors que le pays a retrouvé une excellente armée de volontaires de choix, fiers de l'uniforme qu'ils portent.

Mais les responsables de la politique militaire nationale, préoccupés de préserver l'actuel potentiel de dissuasion, se trouvent, selon M. Weinberger, en situation de plus en plus

difficile pour bien distinguer la ligne séparant la paix de la guerre. La désignation précise de l'ennemi devient malaisée. La situation n'est plus celle des deux guerres mondiales, terminées par des capitulations totales. Actuellement le contexte est devenu plus subtil, l'adversaire potentiel camouflant son action, souvent indirecte, par un recours à la propagande et à l'intervention de pays interposés. Et, du fait de ces éléments incertains, les gouvernements visés ignorent aussi s'ils ont, dans leur comportement, leurs citoyens derrière eux. Fort heureusement, constate M. Weinberger, les Etats-Unis ont la chance d'être commandés par un chef exemplaire, capable de les conduire efficacement à travers une période si compliquée. Mettant tout en œuvre pour procurer à son pays la force militaire et économique requise, il accomplit bénéfiquement sa mission.

Toutefois, poursuit le ministre, le passé récent a montré que le peuple américain ne pourra, à lui tout seul, être le protecteur du monde entier. Il lui incombe aussi de fournir à ses alliés, dans toute la mesure possible, l'aide économique parfois nécessaire à l'entretien de toutes les forces indispensables pour dissuader toute attaque adverse. Or l'Amérique ne pourra pas toujours parer aux défaillances de ses associés. Ainsi, proclame M. Weinberger, «nous ne devrions engager nos troupes que si cet acte s'impose du fait de nos propres intérêts». Et il cite l'intervention américaine récente au Liban. Mais quand l'intérêt national des Etats-Unis l'exigera, il ne faudra jamais laisser de doute au sujet de l'action américaine décisive, chaque fois qu'elle s'imposera, et avec les forces requises. Six nécessités devront, selon M. Weinberger, déterminer la politique nationale:

1. – Les Etats-Unis n'engageront jamais des forces outre-mer si l'intérêt national, ou celui des alliés, n'exige pas absolument une telle action.
2. – Par contre, si cette nécessité s'impose, il faudra s'engager à fond, avec la ferme volonté de remporter la victoire.
3. – La décision d'une intervention extérieure une fois prise, le gouvernement devra la prévoir avec des objectifs politiques et militaires bien fixés et savoir exactement comment les forces en cause pourront les atteindre. Ce qui signifie: disposer des troupes nécessaires à envoyer sur les lieux concernés.
4. – Il conviendra de vérifier à tout moment si vraiment les forces engagées correspondent bien, par leur importance et leur composition, aux objectifs fixés. Si nécessaire, des ajustements devront être effectués. En cas de changement des conditions d'engagement et des objectifs à poursuivre, des adaptations des forces requises devront être réalisées. Constamment, les responsables américains auront à s'interroger sur l'intérêt national en cause. S'il est positif et s'il justifie l'intervention armée, la victoire devra

être acquise. Dans le cas contraire, il ne faudra pas s'engager militairement.
5. – Avant tout engagement de forces américaines à l'étranger, le gouvernement devra acquérir la conviction d'être soutenu, dans cette action, par le peuple entier et par le Congrès.
6. – Une intervention extérieure des troupes nationales sera toujours l'ultima ratio.

Tels sont, selon M. Weinberger, les critères de tout engagement hors des Etats-Unis. Mais, dit-il, «personne ne devrait se faire d'illusions: quand nos intérêts vitaux sont en cause, nous sommes prêts au combat». Toutefois, ajoute-t-il, le président n'admettrait certainement pas que les troupes américaines soient couramment impliquées, en Amérique centrale ou ailleurs, dans des opérations de guerre ou y soient entraînées peu à peu. Mais la politique militaire préconisée exige, dit-il, une direction ferme, aussi bien de la part du Congrès que de l'exécutif. C'est elle qui devra assurer à l'Amérique, pendant la dernière décennie du siècle, une «paix conforme aux plus audacieux rêves de l'humanité».

En somme, l'exposé de M. Weinberger est complet. Il définit bien les conditions politiques, militaires et économiques des interventions extérieures à envisager, notamment le rôle à assurer par le président, le gouvernement et le Congrès. M. Shultz, dans une conférence de décembre 1984, a confirmé les thèses du ministre américain de la Défense.

L'opinion de M. Shultz, ministre des Affaires étrangères

Le 9 décembre 1984, à l'Université Yeshiva de New York, M. Shultz a exposé des vues proches de celles de M. Weinberger sur l'emploi des forces américaines à l'extérieur des Etats-Unis. Le Talmud, dit-il, conseille: «Si quelqu'un vient pour te tuer, agis vite et tue-le d'abord.» Mais les Américains ont longtemps cru à la possibilité de régler les menaces de conflits entre nations par la voie pacifique. Car ils croyaient alors à un monde de la justice et de l'ordre international. Or, dit M. Shultz, une expérience douloureuse leur a appris qu'un tel univers idéal n'existe pas. Si bien que, dès les années trente, leur apparaissait la nécessité d'un éventuel recours à la force pour surmonter certaines situations critiques. Le peuple américain doit donc admettre désormais que la diplomatie et l'armée ont à conjuguer leurs efforts pour faire utilement face à certaines menaces. Au Proche-Orient, les Etats-Unis ont constamment recherché la paix et tenté de parvenir à une solution négociée. Mais une certaine responsabilité leur incombe pour la sécurité d'Israël. Or, estime M. Shultz, la force et l'attaque ne pouvaient, dans cette région, aboutir au succès: la négociation y est la seule voie susceptible de conduire à la paix. En Amérique centrale, par contre, une agression soutenue par le Nicaragua, Cuba et l'URSS menace la région, et seule une ferme action diplomatique

de Washington, bénéficiant d'un appui militaire, peut y aboutir à une solution. Le gouvernement des Etats-Unis a donc voulu tenter le dialogue avec le Nicaragua. Il était d'ailleurs soutenu par le groupe de Contadora (Mexique, Colombie, Venezuela, Panama). Mais il a cru devoir accorder une aide militaire à la région. Ce soutien, ajouté à l'action politique et économique, rendait possible une diplomatie efficace. Car, dans les relations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, comme en matière de contrôle des armements, la diplomatie seule ne peut aboutir au succès. Ainsi Washington a tout fait sur le plan diplomatique pour une réduction, de part et d'autre, des arsenaux nucléaires. Mais une modernisation de ses forces a été poursuivie, afin de garantir la sécurité des alliés et amis des Etats-Unis. Car, en cas d'inégalité des moyens militaires, des négociations pour un contrôle des armements ne pourraient aboutir. D'où la nécessité d'une politique extérieure fondée sur la force et la diplomatie.

A l'appui de ses thèses, M. Shultz cite l'exemple de la Grenade où, grâce à l'intervention militaire des Etats-Unis, ont pu être organisées les premières élections libres depuis 1976. En fait, dit-il, l'Amérique a libéré le pays et l'a rendu à sa population. Elle a pu retirer ensuite ses troupes, dont la Grenade aurait d'ailleurs désiré le maintien. A vrai dire, il s'agissait là d'une petite île, relativement facile à sauver. Mais qu'adviendrait-il de cet Etat aux dimensions réduites et à d'autres, si les Etats-Unis avaient peur d'intervenir? L'attitude de ces derniers doit donc rester ferme. Et M. Shultz énumère les cas dans lesquels l'emploi de la force américaine lui semble légitime:

– non pas lorsqu'il porte atteinte à l'humain, foulant aux pieds la liberté, mais lorsqu'une telle action libère un pays ou favorise un mouvement de libération;

– non pas quand il impose une volonté étrangère à un peuple, mais lorsque son objectif est la paix;

– non pas, finalement, quand il est appliqué sans égards et sans considération des vies innocentes menacées, mais s'il est exécuté avec la préoccupation d'éviter les morts inutiles et dirigé par des chefs ayant la conscience humaine des maux forcément causés.

«Notre grand défi, dit M. Shultz, est d'apprendre à engager notre force lorsqu'elle peut créer le bien, favoriser la liberté et accroître la sécurité et la stabilité internationales.» Il se dit convaincu que, dans les cas envisagés, le gouvernement américain pourra compter sur l'entier accord du peuple, comme pour l'intervention dans l'île de Grenade.

Mais, poursuit M. Shultz, il faut se rappeler la tragique conséquence du défaut d'action militaire contre les entreprises d'Hitler, avant 1939. Si alors les pays démocratiques étaient intervenus, ils auraient évité l'ultérieur recours aux moyens énormes nécessités par la deuxième guerre mondiale.

Pour M. Shultz, les grands responsables du pays doivent faire connaître au peuple les objectifs de leur action éventuelle, afin de disposer à cet effet des forces requises. Il cite l'exemple d'Israël, dont les chefs se sont toujours demandé, dans des discussions très ouvertes, si le recours à l'intervention armée s'imposait. Certes, celle-ci était souvent nécessaire, mais chaque fois les dirigeants israéliens se posaient la question de la guerre ou de la paix, pesant constamment le pour et le contre de l'action envisagée. Et, conclut M. Shultz, les chefs américains ne devraient pas être moins soucieux du rôle de leur pays, grande puissance largement engagée dans la lutte pour la justice et la liberté. Car il lui incombe de susciter un monde meilleur.

Le ministre des Affaires étrangères a de nouveau exposé ses vues devant le Comité de politique extérieure du Sénat, le 31 janvier 1985. C'était là un hommage à l'action du président Reagan, dont M. Shultz prônait alors le succès général sur le plan national et international. Il soulignait l'amélioration des relations entre les deux Grands. Celles-ci, sans aboutir à une amitié véritable, évoluent dans un sens heureux. Car l'URSS, incapable de susciter la division entre les pays de l'Ouest, a bien dû reprendre le dialogue sur le contrôle des armements. M. Shultz cite le cas de son «compétent collègue Gromyko», qui concrétise la continuité de la politique soviétique, sans jamais faire de concession portant atteinte à la doctrine de son parti et de son pays, tout en acceptant certains ajustements nécessaires sur le plan international. Face à l'attitude de l'URSS, M. Shultz estime que la modernisation des forces stratégiques américaines s'impose. Car si les Etats-Unis n'agissent pas en ce sens, Moscou, se trouvant en position avantageuse, ne fera aucune concession. Le monde de l'Ouest devra donc agir en conséquence. Mais il est dirigé par un chef énergique, face à une Union soviétique dont l'économie est défaillante. Le président Reagan agit à bon escient et son attitude est parfois nuancée. Ainsi, tout en accusant formellement l'URSS d'avoir abattu l'avion coréen, il avait renvoyé ses experts à Genève, où il soutenait la thèse d'une réduction des armements nucléaires, jugée prioritaire par lui.

A vrai dire, l'actuel progrès technologique donne à l'Ouest des possibilités nouvelles. Celles-ci permettent aux partenaires occidentaux de constituer un front commun efficace. D'autant plus que, pour le président Reagan et son équipe, la sécurité et le salut de l'Europe atlantique sont d'un intérêt vital. D'où une collaboration exemplaire. Par ailleurs, en Asie orientale et dans la zone du Pacifique, une réelle explosion économique fait bien augurer de l'avenir. Certes, des problèmes se posent du fait des affaires d'Afghanistan et du Cambodge. Mais la Chine, dit M. Shultz, fait de plus en plus preuve d'un pragmatisme efficace dans ses plans de réforme. L'Améri-

que latine s'ouvre progressivement à la démocratie et l'opposition aux régimes communistes s'y accentue. M. Shultz croit donc devoir insister sur le dynamisme d'une évolution générale, même en Afrique du Sud, où M. Reagan condamne l'apartheid.

Quant à l'action américaine, elle sera donc générale, incitant les Alliés à promouvoir une sécurité élargie, par une action commune éliminant le terrorisme et facilitant une évolution heureuse des pays sous-développés, afin d'établir dans le monde la paix, la liberté et le progrès. C'est d'ailleurs là la thèse exposée aux Nations Unies par M. Reagan, qui estime que le prochain siècle sera abordé avec un réel triomphe de l'Occident et de la démocratie.

*
* *

Il résulte des exposés évoqués que, grâce à MM. Weinberger et Shultz, le président américain est servi par une efficace équipe de direction, entièrement attachée à sa personne. M. Reagan dispose en outre d'un budget militaire exceptionnel et ses armées sont en progrès constant, avec la théorique perspective de réaliser bientôt même la défense spatiale qu'il envisage. Particulièrement fort de sa brillante réélection et de l'appui total de son peuple lors de l'intervention dans l'île de la Grenade, il aborde donc en position de force le dialogue soviéto-américain et il semble bien décidé à ne pas y faire de concession sans contrepartie valable. M. Gorbatchev, à vrai dire, est actuellement desservi par une économie quelque peu défaillante. Mais ce technicien, agronome distingué, est capable de redresser la situation. N'a-t-il pas déjà annoncé des sanctions contre des responsables incapables ou corrompus? Quant à ses relations avec l'Ouest, il n'admettra jamais de mesures susceptibles de porter atteinte à la doctrine soviétique. En somme, deux personnalités exceptionnelles domineront désormais le débat soviéto-américain.

F.-Th. S.